

Courrier des lecteurs

Jour Croix-Rouge

Lettre du jour

Genève, 6 mai «Ainsi que le chaos apporte la souffrance, la raison doit apporter le soulagement», disait le poète John Milton dans son ouvrage «Le paradis perdu». Dans un monde où les crises et la détresse abondent, cette maxime pourrait arracher un sourire aux plus sceptiques. Pourtant, au-delà des mots, elle reflète profondément les valeurs et principes qui guident encore ceux qui croient en l'humanité.

Tandis que nous faisons face à des défis constants, dans un monde globalisé où toutes les cultures, les religions, les ethnies se côtoient et affirment leurs différences, il est nécessaire d'évoquer l'appel fait le 8 mai 1948 depuis Heiden, petit bourg de Suisse orientale. La période sombre que venait de traverser l'humanité semblait s'estomper, et pourtant cet appel radiophonique nous rappelait que «tous les hommes sont frères». Souvenir du «tutti fratelli», proclamé par les femmes de Castiglione soignant sans discrimination les soldats blessés de la bataille de Solferino.

Cette proclamation mise en lumière dans «Un souvenir de Solferino» de Henry Dunant en 1862, est à l'origine du Mouvement in-

ternational de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et a inspiré la création des premières Conventions de Genève, qui établissent les lois pour la protection des victimes de guerre. Mais, c'est en 1965, lors de la XX^e conférence internationale de la Croix-Rouge à Vienne, que l'adoption des 7 principes fondamentaux a formalisé les valeurs qui guident le mouvement: humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité. Ces principes soulignent l'engagement du mouvement à préserver la dignité humaine, à soulager la souffrance sans discrimination et à promouvoir la solidarité à travers le monde. Ils sont le socle de notre humanité.

Au-delà des mots, de notre origine, de nos convictions sociales, culturelles ou religieuses, il est possible de nous rejoindre autour de ces valeurs. En ce jour célébrant la Journée mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, il faut rappeler que tous et toutes à notre niveau, quotidiennement avons le pouvoir d'agir pour prévenir et soulager la souffrance humaine. À l'exemple de millions de bénévoles et d'humanitaires. **Eliane Babel-Guérin, coprésidente du comité d'organisation de la Journée mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

Bien ficelé

Carouge, 4 mai Répandre des fake news pour influencer une votation est devenu mondialement courant. La votation sur la nouvelle piscine de la Fontenette à Carouge subit aussi ce sort. Ainsi, certains malhonnêtes diffusent la nouvelle que le bassin olympique de 50 m serait démoli. Ce n'est évidemment pas le cas! Bien au contraire, ce projet prévoit de le restaurer et d'améliorer son chauffage aux énergies renouvelables de manière à pouvoir l'ouvrir un mois plus tôt et fermer un mois plus tard. C'est donc un gain formidable! Ce bassin n'a jamais été couvert et les usagers ne s'en plaignent pas. Le couvrir augmenterait encore considérablement le coût qui est déjà contesté! La piscine actuelle a été inaugurée en 1964. Depuis, le nombre d'habitants de la Ville de Carouge a plus que doublé, et avec lui les classes d'école et donc les besoins de piscine. [...] Ce nouveau projet maintient les quatre bassins actuels et crée quatre bassins supplémentaires, ceux-ci couverts, dont un de 33/22 m, qui répondent aux besoins impératifs des écoles et divers clubs sportifs. De surcroît, les bassins actuels ont un urgent besoin d'être rénovés. Si le projet n'est pas accepté, ils devront bientôt être fermés et nous n'aurons carrément plus de piscine du tout. [...] Donc, votons massivement oui à ce projet bien ficelé et nous serons heureux. **Ariel-Pierre Haemmerlé, ancien conseiller municipal et guide de Carouge**

Mal ficelé

Carouge, 1^{er} mai [...] J'ai le sentiment que certains de nos élus n'ont pas les mêmes références mathématiques que la population... Le projet concernant le centre aquatique de Carouge a

été devisé à 74'539 millions + 6 millions de crédit d'étude mais coûtera certainement beaucoup plus cher. Effectivement, les projets de construction sont rarement dans les limites du budget initial calculé. Selon le conseiller municipal signataire de la lettre parue le 26 avril sous le titre «Fontenette», ce coût est tout à fait acceptable pour une commune de 23'000 habitants. Il est amusant de constater que les comptes 2023 de la commune de Carouge sont déficitaires mais renouvelables de manière à pouvoir tout va bien, une piscine de 25 mètres + 8 mètres pour un coût de probablement pas loin de 100 millions de francs uniquement à la charge des Carougeois, c'est acceptable. Eh bien non, ce n'est pas acceptable. Qui va payer? Les Carougeois sous la forme d'une potentielle augmentation des impôts ou la commune de Carouge va-t-elle augmenter sa dette? Une nouvelle piscine est bien sûr nécessaire à Carouge, mais il faut un projet bien ficelé, avec un coût raisonnable et que les Carougeois ne soient pas les seuls à passer à la caisse. N'oublions pas les coûts fixes qui augmentent de 1,1 million chaque année, mais pas de quoi s'inquiéter, Carouge peut se le permettre. Encore une fois non à ce projet pharaonique: le pouvoir d'achat des Carougeois ne doit pas baisser. **Damien Guinchard**

Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Face-à-face



Quelle neutralité?

L'initiative «Sauvegarder la neutralité suisse», lancée par l'UDC, a été déposée le mois dernier à la Chancellerie fédérale. C'est l'occasion pour le conseiller national genevois du parti Les Verts.e.s, Nicolas Walder, et pour la conseillère nationale genevoise de l'UDC, Céline Amaudruz, d'expliquer ici leur conception respective d'un principe helvétique qui n'a pas fini de faire parler de lui.

Pour une neutralité lisible et crédible

L'invité
Nicolas Walder
Conseiller national
Les Verts.e.s



L'invasion illégale de l'Ukraine par le régime russe marque un tournant dans la politique de sécurité européenne. La démocratie et l'ordre mondial fondés sur des règles communes sont désormais, jusqu'en Suisse, ouvertement attaqués par des régimes autoritaires avec le soutien des partis de droite populiste. À cela s'ajoute la crise climatique qui, sans contre-mesures rapides et ambitieuses, rendra de larges territoires inhabitables et entraînera de nouveaux conflits pour la répartition des ressources, contribuant d'autant à la déstabilisation de l'ordre international. Ces développements placent la politique étrangère suisse devant des défis inédits qui n'ont plus rien à voir avec ceux qui, depuis 1515, influencent la façon dont notre neutralité est appliquée. Comment dans ces conditions assurer au mieux la sécurité de notre pays, situé au cœur de l'Europe? Comment renforcer les 17 Objectifs du développement durable de l'ONU, dont la paix et l'ordre international sur lesquels sont basés notre prospérité et le respect de nos frontières? Face à ces enjeux titanesques, l'UDC propose naïvement un repli sur une neutralité intégrale prétendument séculaire et perpétuelle. Son initiative ne fait au final que renforcer une conception chimérique de la neutralité; un folklore bourgeois dont le but essentiel est de pouvoir faire des affaires en toute légalité avec Poutine et de fermer les yeux sur les violations des droits hu-

ains. Et tout cela sans contribuer ni à la défense de l'Europe et de nos libertés, ni à la lutte contre le changement climatique, ni à la paix et à la stabilité dans le monde. Non, la neutralité de la Suisse ne constitue pas une fin en soi. Elle doit se concevoir comme un instrument de la politique extérieure et de la sécurité intérieure de notre pays. Il semble ainsi juste que la Suisse ne s'implique pas militairement hors de ses frontières et s'en tienne à la neutralité militaire dans les limites clairement définies par la Convention de La Haye de 1907. Une position qui ne doit néanmoins pas servir d'oreiller de paresse. C'est ainsi que notre pays doit redoubler d'engagements pour promouvoir la paix, la justice et le droit au niveau international. En commençant par apporter un soutien aux réformes de l'ONU, et notamment du Conseil de sécurité, pour qu'il gagne en légitimité et soit en mesure de faire appliquer le droit international. Et en attendant, notre pays doit renforcer ses collaborations avec les États démocratiques et en premier lieu nos voisins européens, afin de promouvoir la justice et la paix, y compris en adoptant des sanctions contre les États et personnes violant le droit international. C'est à ce prix de cet engagement résolu au service du droit international et son respect que notre neutralité sera reconnue comme légitime et la Suisse comme un partenaire fiable et un interlocuteur crédible pour la promotion de la paix et des droits de l'homme et humanitaires. C'est aussi à ce prix que la sécurité de notre pays, qui dépend autant de cette reconnaissance que du respect de l'ordre international, sera assurée au mieux.

«Quo vadis neutralité?»

L'invitée
Céline Amaudruz
Conseillère nationale
UDC



En ce 8 mai 2024, l'Europe célèbre la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le continent. C'est l'occasion de réfléchir à la signification de cette neutralité qui nous a permis de traverser le conflit sans avoir à y prendre part. Pour en comprendre le sens, il faut se rappeler que la neutralité nous a été imposée par les puissances victorieuses au terme des guerres napoléoniennes. Au fil du temps, il est apparu que cette particularité, loin de constituer un désintérêt total pour les affaires du monde, apportait au contraire une plus-value spécifique. Nos voisins, France et Allemagne, ont pu le vérifier le 1^{er} février 1871 lors de la signature de la Convention des Verrières permettant l'internement de l'armée du général Bourbaki en grande difficulté face à la Prusse. Le fait de n'avoir porté aucun jugement envers l'un ou l'autre belligérant a permis à notre pays d'apporter une aide fort appréciée aux troupes en déroute. C'est à cette occasion que la Croix-Rouge a vécu son baptême du feu, intervenant en faveur des victimes selon le vœu du Genevois Henry Dunant. La Suisse venait de trouver sa place parmi les nations, la tradition humanitaire de notre pays était née. De nos jours, beaucoup estiment que la neutralité est peu à peu devenue une forme de lâcheté, la Suisse se retranchant derrière le concept pour échapper aux malheurs du monde. Il

n'en est rien. Hurler avec la meute, faire la leçon est chose aisée. Le courage, c'est d'assumer notre rôle particulier, celui de solide trait d'union assurant le contact entre les uns et les autres. Il faut certes parfois faire preuve d'abnégation lorsqu'il est question de maintenir des relations avec certains régimes au comportement pour le moins condamnable mais c'est là la tâche qui nous incombe. Ce rôle est malheureusement de plus en plus mal compris sur la scène internationale. Nous avons voulu mélanger l'eau et l'huile en prétendant jouer un rôle actif tout en restant neutres. On ne saurait l'être tout en siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU. En nous fondant dans la masse, nous avons abandonné cette spécificité exigeante qui faisait de la Suisse un recours lorsque tout dialogue était impossible. Les zones de friction apparaissent partout dans le monde. Sur notre continent même, l'hypothèse d'une guerre conventionnelle faisait l'objet de moqueries mais l'impensable s'est produit. Et nous en avons profité pour jouer dans la cour des grands, devenant partie du problème et non de la solution. Nous allons accueillir un sommet pour la paix en Ukraine. La Russie n'en sera pas. Il ne faut donc nourrir que de bien modestes attentes. Il est loin, ce mois de juin 2021 lorsque Guy Parmelin recevait Joe Biden et Vladimir Poutine à Genève. À cette occasion, le président de la Confédération avait eu ces mots: «C'est le rôle de la Suisse de s'immiscer entre les grands de ce monde.» Relativiser la neutralité ne nous le permet plus. Est-ce vraiment ce que nous voulons?

